RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ
DÉPARTEMENT DU VAR

AFFICHÉ EN MAIRIE
de GAREOULT Le :
06 OCT. 2026

Police Municipale

Extrait du registre des arrêtés du Maire
En date **du 05 octobre 2026**

Arrêté municipal N°2026_10_182
Dérogation de circulation et de stationnement pour le véhicule poids lourd.
Rue des Molières

Le Maire de la Commune de Garéoult (Var),

VU les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de la route et notamment l'article L411-1,
VU l'article L 511-1 du code de la sécurité intérieure,
VU l'article R 610-5 du Code pénal,
VU l'article R 417-10 du Code de la route,
VU l'arrêté municipal N° 34-2011, réglementant la circulation générale sur la Commune de Garéoult, en date du 10 Juin 2011,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié,
VU l'arrêté municipal n°2026_02_020, en date du 25 février 2026 relatif à l'instauration d'amendes administratives pour les dépôts sauvages sur la Commune.

CONSIDÉRANT la demande en date **du 02 octobre 2026**, de **la Société BMR Construction sise bâtiment B4, 3 rue Alexis Carrel** à Marseille, 13004 qui sollicite une dérogation de tonnage, pour un véhicule poids lourd d'un PTAC pouvant aller jusqu'à 19 tonnes, afin de livrer des matériaux au 11 rue des Molières, à Garéoult du mardi 06 octobre 2026 au mercredi 23 décembre 2026,
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur la Commune de Garéoult,
CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité des personnes et des biens,

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le véhicule poids lourd d'un PTAC de 19 tonnes de la Société **BMR Construction**, est autorisé à circuler au 11 rue des Molières à Garéoult du mardi 06 octobre 2026 au mercredi 23 décembre 2026.

ARTICLE 2 : **Il est rappelé que la Société BMR Construction doit procéder à tout enlèvement des déchets et encombrants dus au chantier sous peine de sanction. De plus, l'incinération de ces déchets est interdite.**

ARTICLE 3 : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux (2) mois, à compter de la présente notification.

ARTICLE 4 : Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de La Roquebrussanne, Madame la Directrice Générale des Services, les Polices Municipale et Rurale de Garéoult, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté publié au registre des arrêtés de la Commune de Garéoult.

MAIRIE DE GAREOULT
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Le Maire,

Jérôme Tesson.